

16 septembre 2005

Qu'est-ce que l'AGCS ?

La volonté du gouvernement québécois de privatiser plusieurs services publics sur le mode PPP n'est pas une lubie québécoise ni même canadienne mais un projet mondial du capital néolibéral que celui-ci tentera de concrétiser lors de la conférence ministérielle de Hong Kong (13-18 décembre). Ce projet trop méconnu s'appelle l'AGCS. Loin d'être une abstraction, il explique en dernière analyse l'intransigeance gouvernementale face aux syndicats du secteur public car on ne peut pas privatiser les secteurs publics tout en les renforçant. Il faut au contraire, tel un bombardement avant l'assaut, les ramolir par des coupures de services, dont le précédent gouvernement péquiste s'est chargé de l'essentiel, de sorte à amener la population à les détester, et par le gel salarial, objet essentiel du présent conflit, de sorte à affaiblir les syndicats pour les rendre incapables de résister aux PPP. C'est donc dire l'importance stratégique de l'affrontement en cours.

Marc Bonhomme

Qu'est-ce que l'AGCS ?

par ATTAC-Québec

À l'approche des mobilisations contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui auront lieu à Genève (19-20 octobre) et lors de la conférence ministérielle de Hong Kong (13-18 décembre), ATTAC-Québec poursuit sa campagne contre l'Accord général sur le commerce des services (AGCS).

L'Accord général sur le commerce des services (AGCS) est un des accords fondateurs de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), signés en 1994. L'OMC ayant été créée en dehors de l'ONU, tous les autres grands traités internationaux concernant les droits de l'Homme, les droits du travail, le développement durable, les chartes environnementales, etc. n'ont aucune interaction avec les accords de l'OMC qui sont juridiquement plus contraignants. L'article 16.4 de l'Accord créant l'OMC consacre la prééminence de cet Accord et de tous les accords gérés par cette institution sur le droit national des États membres. ATTAC conteste la légitimité de cette institution qui concentre les pouvoirs de manière sans précédent et s'érige en gouvernement économique mondial non-élu, sans parlement et sans justice indépendante.

L'AGCS s'applique déjà à certains secteurs de services et offre un cadre permanent de négociations lui permettant de poursuivre pendant des années son

objectif : la libéralisation progressive et complète de tous les services, incluant les services publics (santé, éducation, culture). Il est poussé par d'importants lobbies et multinationales (American Express, Citycorp, Vivendi, Suez, etc.) qui veulent mettre la main sur ces secteurs très lucratifs, notamment dans les pays pauvres où les politiques imposées par le FMI ou la Banque mondiale ont réduit à néant les services publics. Cela laisse le champ libre aux entreprises du Nord qui ont une avance insurmontable dans le domaine des services.

Les États membres de l'OMC sont en ce moment dans un cycle de négociations de l'AGCS devant se conclure à la fin de l'année 2005. Au cours de ce processus, chaque pays offre et demande aux autres la libéralisation de secteurs de services, et donc l'ouverture à la concurrence qui conduit très souvent à la privatisation de services publics. Plusieurs dispositions de l'AGCS comme le caractère irréversible des engagements pris ou le pouvoir d'ingérence de l'AGCS sur les réglementations intérieures des États (afin que celles-ci ne nuisent pas au libre commerce), inquiètent et mobilisent la société civile à l'échelle mondiale car elles sont autant d'atteinte à la démocratie elle-même.

Pourquoi craindre la privatisation de services publics ? Qui dit privatisation des services publics, dit :

- transfert de propriété du public au privé et perte de richesses collectives qui sont le fruit de longues luttes pour la justice sociale ;
- perte de véritable contrôle démocratique sur des ressources vitales (eau, énergie) et des biens publics (systèmes de santé et d'éducation, programmes sociaux, etc.) ;
- augmentation du coût et perte de qualité et d'accès universel à des services fondamentaux au profit d'une seule valeur et d'un seul objectif : l'extrême rentabilité du service ;
- inégalités croissantes, sources de tensions sociales, de conflits et de guerres.

Nos gouvernements et ces accords Ce que font nos gouvernements en matière de privatisation (et de partenariats public-privé) peut sembler déconnecté d'un accord comme l'AGCS mais en réalité tout cela est relié. Soit leurs décisions préparent le terrain pour la mise en œuvre d'un tel accord, négocié en secret et méconnu de la population, soit ils font ce qui est exigé par les règles de ce type d'accord, à défaut de quoi le Canada pourrait se réveiller avec une poursuite d'un pays-membre de l'OMC. Dans les deux cas, nos gouvernements, sous l'emprise de l'idéologie néolibérale dominante, travaillent plus que jamais pour l'intérêt privé davantage que pour l'intérêt public. Devant tout cela, l'opposition s'organise ici et à travers le monde contre le néolibéralisme, contre l'OMC et de tels accords commerciaux, et pour une justice globale et des règles de commerce équitables.

Pour en savoir plus sur la campagne en cours :

- http://www.quebec.attac.org/article.php3?id_article=251
- Vous voulez vous impliquer ? attacmontreal@sympatico.ca
- Pour en savoir plus : Attac-Québec donne des conférences et offre une formation sur l'AGCS et l'OMC. Écrivez-nous ou inscrivez-vous à notre newsletter pour être tenu au courant.
- Quelques sites intéressants :
- Attac France <http://france.attac.org/site/theme.php?idpage=31&langue=>
- États généraux des collectivités publiques hors-AGCS <http://www.eg-contre-agcs.org/>
- GATSWATCH <http://www.gatswatch.org/>
- World Development Movement
<http://www.wdm.org.uk/campaign/index.htm>
- Polaris Institute
http://www.polarisinstitute.org/polaris_project/public_service/public_service_index.html
- Conseil des Canadiens <http://www.canadians.org>
- Canadian Centre for Policy Alternatives <http://www.policyalternatives.ca/>
- Sites web : Gouvernement canadien <http://services2000.ic.gc.ca/>